

Visite, de Madame Michèle Alliot-Marie Ministre de la Défense de la République Française, au CIDDEF le 17 juillet pour rencontrer les représentantes du mouvement associatif féminin.

Allocution de bienvenue, Par Maître Nadia AÏT-ZAÏ directrice du CIDDEF



Madame le Ministre,

Nous sommes honorés et ravis de vous accueillir au Ciddef, Centre d'Information et de Documentation sur les Droits de l'Enfant et de la Femme.

Les représentantes des ONG qui sont présentes se joignent à moi pour vous souhaiter la bienvenue en Algérie. Elles se présenteront à vous dans un instant.

Vous allez le constater Madame le Ministre, nous sommes d'horizons divers et chacune de nous intervient dans des domaines différents. Pourtant, il y a un point qui nous unit et qui traverse notre lutte, c'est la défense et la protection des droits de la femme et de l'enfant.

Vous avez dû le constater puisque notre histoire ne vous est pas étrangère, que la femme algérienne a toujours été au devant de la scène politique, présente et engagée dans la défense des principes républicains: Liberté, Justice et Egalité. Engagée particulièrement ces treize dernières années à combattre l'intégrisme et le terrorisme.

Notre histoire de femme n'est pas uniquement de combattre les préjugés, la discrimination mais, c'est aussi une histoire de femme intégrée dans le développement économique, social et politique du pays.

Dès l'indépendance, inscrivant les principes démocratiques d'égalité et de non discrimination dans ses différentes Constitutions, l'Algérie a investi dans l'éducation sans aucune

discrimination entre filles et garçons. Les résultats sont éloquentes car l'élément féminin constitue entre 45% et 48% des effectifs scolaires dans les cycles d'enseignement primaire, moyen, secondaire et universitaire. Pour le cycle primaire 43% des enseignants sont des femmes.

Pour les services de santé, les statistiques révèlent une féminisation croissante. En 1996 le taux de féminisation de ces professions est estimé à 51% pour les médecins, 36% chez les hospitalo-universitaires, 46,7% chez les médecins spécialistes et 48% chez les généralistes et 64,4% chez les chirurgiens dentistes 65,4% chez les pharmaciens. Par contre dans le domaine de la justice, sur un total de 2751 magistrats, 846 sont des femmes, soit 26,57% des effectifs. Sur les 34 magistrats du Conseil d'Etat 16 sont des femmes dont la Présidente.

Dans la fonction publique, il y a une nette prédominance de l'élément féminin, aux catégories moyennes, soit un taux de 65%.

A la dernière décennie les femmes investissent sans complexe tous les domaines (police, armée, aviation, marine et même la politique).

La participation politique des femmes à la vie politique mériterait davantage plus d'attention. La volonté politique existante aujourd'hui à intégrer des femmes à la gouvernance du pays ne peut suffire à elle-même, les femmes des différents partis politiques réunies en université d'été et après une année d'étude et de réflexion sur la question ont décidé d'adresser une manifeste au gouvernement pour recommander l'instauration d'un quota permettant d'atteindre au minimum un seuil de 35% des élues à chaque Assemblée concernée (Assemblée municipale, Assemblée parlementaire, Assemblée Sénatoriale).

A titre d'exemple aux législatives de 2002 sur 694 candidates, 27 femmes seulement ont été élues. 7 femmes sont au Sénat et 4 femmes au gouvernement.

Nous possédons une législation non discriminatoire dans le domaine du travail, santé et autres intégrant pleinement la femme dans l'espace public. Mais par contre pour l'espace privé, l'Algérie a réservé à la femme un autre traitement. Depuis 1984, les relations familiales sont régies par un texte discriminatoire faisant de la femme un être incapable juridiquement.

Aujourd'hui notre lutte conjugée tourne autour de l'abrogation de ce texte ou à la limite de sa modification. La commission de réforme mise en place récemment vient de rendre publique quelques modifications du code de la famille.

Nous attendons la position du Parlement qui nous l'espérons ne désavouera pas le discours égalitaire du Président de la République■

Nadia Aït-Zai



La Ministre Française de la défense, Michèle Alliot-Marie a rencontré, hier en marge des entretiens officiels, des représentantes d'Associations de divers horizons dont des militantes pour les droits des femmes et celles de la défense des victimes du terrorisme au CIDDEF à Alger. Un état des lieux de la situation de la femme algérienne et sa représentativité dans les différents secteurs a été présenté par Nadia Aït-Zai directrice du CIDDEF. L'exposé a été agrémenté de statistiques mettant en relief la place qu'occupe la femme dans des secteurs de la justice, de la santé, de l'éducation, de la sécurité, de l'aviation civile, etc. Ces données chiffrées n'ont pas laissé la ministre indifférente. "je suis frappée de voir la même évolution de part et d'autre de la méditerranée en matière de taux de représentativité" a t'elle déclaré avant d'ajouter: "les femmes jouent un rôle important dans l'évolution des sociétés.". Le débat a également porté sur le code de la famille dont de nombreuses femmes sont victimes. Plusieurs questions ont été débattues dont le combat des femmes mené pour l'abrogation de ce code et contre le terrorisme.

Les Associations ont évoqué les actions menées sur le terrain pour l'abrogation de ce texte. Elles ont fait savoir que des démarches sont toujours en cours. Elles ont déclaré, revendiquer des lois égalitaires et "pour que la femme soit reconnue comme citoyenne à part entière". Cette rencontre selon un représentant de l'ambassade de France à Alger, a été organisée à la demande de la ministre française qui a émis le vœu de rencontrer les femmes militantes. A sa sortie du CIDDEF, Michèle Alliot-Marie s'est offert une balade à la rue Didouche Mourad.

Djamila Kourta, El Watan du 18/07 2004

Ont participé à cette rencontre

- Mme Nadia AIT ZAI : Juriste et Directrice du CIDDEF,
- Mme Cherifa KHEDDAR : Présidente de l'Association "Djazairouna "
- Mme Ourida CHOUAKI : Présidente de l'Association "Tharwa Fatma N'Soumer"
- Mme Ourdia HARHAD : Présidente de l'Association AITDF
- Mme Atika EL MAMERI : Présidente de la FAHM: Fédération Algérienne des Handicapés Moteur.
- Mme Chérifa BOUATTA : Présidente de la SARP, Député, ancien Ministre délégué.
- Mme Badia SATOR : Présidente par intérim de l'Association RACHDA, Directrice de la culture
- Mme Aïcha BARKI : Présidente de l'association d'alphabétisation "IQRAA "
- Mme Djamila KOURTA : Journaliste à EL WATAN
- Mme Akila OUARED : Présidente de l'Association ADPDF.
- Mme Lila OUBOUZAR : Association Paix et Développement.
- Mme Hafida KHELADI : Interprète et membre de l'ANSEDI.